

RCS : ANGERS Code greffe : 4901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 00632 Numéro SIREN : 322 424 342 Nom ou dénomination : VETIR

Ce dépôt a été enregistré le 14/01/2021 sous le numéro de dépôt 647

Vêtir

SAS au capital de 116.580.000 Euros
322.424.342 RCS Angers
N° T.V.A. FR 96 322 424 342
49111 Saint Pierre Montlimart cedex
Tél. 02 41 75 32 00 Fax 02 41 75 32 98

LE 14 JAN 2021
ARRIVE AU GREFFE DE COMMERCE

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
Du 26 mai 2020**

Le montant total du résultat en attente d'affectation se compose :

- des bénéfices de l'exercice 2019, soit	11 039 204,80 €
- du bénéfice affecté en « report à nouveau », soit	25 007,54 €
Soit, au total	<u>11 064 212.34 €</u>

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter ce résultat total de 11 064 212.34 € comme suit :

- en distribution de dividendes, la somme de	11 005 152,00 €
- en report à nouveau créateur, la somme de	59 060,34 €
Soit, au total	<u>11 064 212.34 €</u>

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

**CERTIFIE(E) SINCERE
ET CONFORME**



VETIR

*Société par Actions Simplifiée
au capital de 116.580.000 Euros*

49111 SAINT PIERRE MONTLIMART

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport sur les comptes annuels



Sylvain BEGENNE

Sophie DELSAUX

Rémi LAMBERT

Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail beaucouze-audit@tgs-france.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**Exercice clos le 31 décembre 2019**

A l'assemblée générale de la société VETIR,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VETIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ✓ La note de l'annexe intitulée « Stocks » décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et la dépréciation des stocks. Les diligences que nous avons effectuées sur les procédures, le suivi des stocks et les méthodes de valorisation retenues, nous permettent de conclure sur la correcte évaluation des stocks inscrits à l'actif du bilan.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



AUDIT
France

Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2019

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé, le 25 mai 2020

Pour TGS France Audit,

Sylvain BEGENNE
Commissaire aux Comptes

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement	3 942 681	3 840 256	102 425	42 986
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	4 386 725	3 991 229	395 497	771
Fonds commercial	22 603 089		22 603 089	23 552 276
Autres immobilisations incorporelles	2 756 358		2 756 358	2 775 837
Avances sur immobilisations incorporelles	15 770		15 770	
TOTAL immobilisations incorporelles	33 704 624	7 831 485	25 873 139	26 371 871
Terrains	326 241		326 241	326 241
Constructions	155 584 525	137 489 031	18 095 495	17 476 447
Installations techniques, matériel	8 545 522	6 034 739	2 510 782	2 068 889
Autres immobilisations corporelles	148 029 300	131 662 706	16 366 594	17 857 662
Immobilisations en cours				36 324
Avances et acomptes	2 195 659		2 195 659	349 389
TOTAL immobilisations corporelles	314 681 247	275 186 476	39 494 771	38 114 951
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	5 007 514	710 000	4 297 514	4 313 514
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	11 087	11 087		
Prêts	2 485 883		2 485 883	
Autres immobilisations financières	5 154 563		5 154 563	4 889 883
TOTAL immobilisations financières	12 659 047	721 087	11 937 960	9 203 397
Total Actif Immobilisé (II)	361 044 917	283 739 048	77 305 869	73 690 218
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	161 578 407		161 578 407	166 205 686
TOTAL Stock	161 578 407		161 578 407	166 205 686
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	5 834 165	144 241	5 689 924	5 997 421
Autres créances	75 337 406		75 337 406	75 717 913
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	81 171 571	144 241	81 027 330	81 715 334
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres:)				
Disponibilités	4 689 759		4 689 759	3 509 427
TOTAL Disponibilités	4 689 759		4 689 759	3 509 427
Charges constatées d'avance	639 654		639 654	991 842
TOTAL Actif circulant (III)	248 079 391	144 241	247 935 150	252 422 289
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	609 124 308	283 883 289	325 241 019	326 112 508

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 116 580 000)	116 580 000	116 580 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	563 175	563 175
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	11 658 000	11 600 000
Réserves statutaires ou contractuelles	7 100 000	5 639 200
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	886 827	886 827
TOTAL Réserves	19 644 827	18 126 027
Report à nouveau	25 008	8 326
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	11 039 205	16 504 354
Subventions d'investissement	882 302	537 325
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	148 734 517	152 319 206
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	2 134 826	2 387 058
Provisions pour charges	9 252 513	9 144 097
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	11 387 339	11 531 155
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	54 290 862	59 406 242
TOTAL Dettes financières	54 290 862	59 406 242
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	72 467 796	63 709 896
Dettes fiscales et sociales	24 953 124	31 098 445
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 374 985	
Autres dettes	10 030 913	8 046 336
TOTAL Dettes d'exploitation	110 826 819	102 854 677
Produits constatés d'avance		1 228
TOTAL DETTES (IV)	165 117 681	162 262 146
Ecart de conversion passif (V)	1 482	
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	325 241 019	326 112 508

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	624 733 091	23 358 485	648 091 576	679 081 494
Production vendue biens	2 132 968	797 754	2 930 721	3 782 495
Production vendue services	3 520 865	1 558 451	5 079 316	3 941 438
Chiffres d'affaires nets	630 386 923	25 714 690	656 101 614	686 805 427
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			5 885	161 779
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 922 033	2 977 657
Autres produits			391 286	558 656
Total des produits d'exploitation (I)			658 420 817	690 503 519
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			321 161 051	342 136 004
Variation de stock (marchandises)			4 627 278	8 185 364
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			3 366 470	4 227 470
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			203 833 921	199 765 065
Impôts, taxes et versements assimilés			12 117 316	12 747 557
Salaires et traitements			59 743 349	60 985 178
Charges sociales			16 285 286	17 026 441
			14 593 041	15 877 705
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	2 216	219 247
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	414 804	1 168 247
Autres charges			1 101 906	1 355 749
Total des charges d'exploitation (II)			637 246 639	663 694 026
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			21 174 178	26 809 493
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			88 187	20 794
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			99 981	266 115
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			188 168	286 909
Dotations financières aux amortissements et provisions			16 000	
Intérêts et charges assimilées			1 757 998	760 148
Différences négatives de change			8 950	1 783
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			1 782 948	761 931
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-1 594 780	-475 022
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			19 579 398	26 334 472

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	381 423	186 507
Produits exceptionnels sur opérations en capital	369 437	6 596 747
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 780 756	2 455 482
Total des produits exceptionnels (VII)	2 531 616	9 238 737
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 816 171	1 266 592
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 024 436	2 491 118
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	2 439 997	3 668 788
Total des charges exceptionnelles (VIII)	5 280 604	7 426 498
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-2 748 988	1 812 239
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	593 731	2 323 554
Impôts sur les bénéfices (X)	5 197 474	9 318 803
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	661 140 601	700 029 165
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	650 101 396	683 524 811
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	11 039 205	16 504 354

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019 dont le total est 325 241 019,00 EUR et le résultat s'élève à 11 039 204,80 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et au règlement de l'autorité des normes comptables N°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation n'est pas limitée dans le temps font l'objet d'un test de dépréciation .

La société considère que son activité n'a pas de durée limitée.

En conséquence, dans le cadre de l'application du règlement précité, les fonds commerciaux font l'objet d'un test de dépréciation annuel dont les modalités sont décrites ci-après.

Dérogations aux principes comptables

Il n'a pas été dérogé aux principes comptables pour l'établissement et la présentation des comptes annuels.

Changements de méthode

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu ; par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Faits marquants et caractéristiques

Aucun fait significatif n'est à signaler au cours de cet exercice, toutefois,

Evénements postérieurs à la clôture

En raison de la pandémie du Covid-19 nos activités sont arrêtées depuis mi mars et ceci jusqu'à la fin de la période de confinement.

Elles sont donc fortement impactées et à ce jour, il n'est pas possible actuellement d'en mesurer les impacts sur le CA, sur l'emploi et sur la trésorerie.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultats

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les fonds de commerce incluant les droit-au-bail, font l'objet d'un test de dépréciation. Le test de dépréciation a été mis en œuvre à la date de clôture selon les modalités décrites ci-après.

Périmètre : Le test de dépréciation porte sur les éléments incorporels, fonds commerciaux et droit-au-bail, de la société.

Méthode : La méthode d'évaluation des actifs s'appuie sur les comptes du dernier exercice ainsi que le prévisionnel 2020 et projections sur les années suivantes. Un flux de trésorerie normatif a été déterminé à partir de ces différents éléments. Ce flux normatif est par hypothèse capitalisé sur une durée infinie.

Les flux ainsi déterminés sont ensuite actualisés .

Résultat : Le test conduit à ne pas déprécier les actifs correspondants.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements aménagements constructions	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire/Dégressif	5 ans
Agencements installation aménagements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Matériel et mobilier commerciaux	Linéaire	5 ans

Les droits au bail et fonds de commerce représentent au 31 12 19 une valeur de 25 359 447€

Les sorties d'actifs sont consécutives à des cessions normales de biens pour fermetures de magasins ou suite à des mises au rebut en raison de modification du concept commercial.

Participations et autres titres immobilisés

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Des dépréciations sur les participations de diverses filiales sont comptabilisées au 31 12 2019 pour un montant 710 000 €

Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des frais d'entreposage, conditionnement, emballage et transport.

Des dépréciations sont pratiquées lorsque leur valeur réalisable nette est inférieure à la valeur comptable. Elles sont directement déduites des valeurs de stocks qui sont inscrites au bilan pour leur montant net.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale

Valeur mobilières de placement

Néant

Provisions règlementées

Néant

Provisions pour risques et charges

La société provisionne les indemnités de départ à la retraite et charges y afférentes, pour l'ensemble du personnel, sur la base des dispositions conventionnelles. Il s'agit d'un régime à prestations définies.

L'évaluation de la provision est réalisée selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'un taux d'actualisation.

Conformément aux usages et aux recommandations de la CNCC, le taux nécessaire au calcul des indemnités de fin de carrière pour l'établissement des comptes sociaux est le taux de référence IBOXX AA10+.

Ainsi, l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite tient compte notamment :

- du taux d'actualisation IBOXX AA10+ soit 0,62 % au 30/11/2019 (Inflation comprise)
- le taux de charges sociales retenu est celui constaté pour la société en 2019
- du taux de rotation du personnel déterminé en fonction de la catégorie et du statut du salarié
- de l'âge de départ à la retraite : Départ entre 60 et 67 ans en fonction de la date de naissance
- du taux de revalorisation des salaires de 2%
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018
- le départ en retraite pris à l'initiative du salarié

En raison de la chute du taux d'actualisation (IBOXX AA10+) qui est passé de 1.62 % à fin 2018 à 0.62 % pour la clôture 2019, la variation actuarielle a été comptabilisée en 2019 en exceptionnelle et non pas en exploitation comme en 2018

Le résultat de l'exercice clos le 31 12 2019 tient compte :

- une reprise de provision d'exploitation pour 92 293 €
- une dotation exceptionnelle correspondant à l'évolution du taux actuariel pour 1 083 033 €

Les autres provisions ont été constituées pour couvrir des risques et charges que des événements futurs rendraient probables

Engagements financiers et autres informations

Rémunérations des dirigeants

L'organe de direction n'est pas rémunéré.

Crédit-bail

Néant

Engagements de garantie donnés

La société VETIR a délivré des cautions pour garantir des contrats commerciaux auprès de bailleurs.

Il n'y a pas d'effet escompté non échu.

Couvertures de change

Les Couvertures à Terme réalisées sur le Dollar sont comptabilisées à échéance, sur la base du cours comptant, plus ou moins le report/déport, soit le cours à terme

Au 31 Décembre 2019, les couvertures à terme (CAT) mises en place à échéance 2019, relatives aux achats des produits chaussures et vêtements sont de :

- 96 000 000 USD pour les produits de la saison ETE 2020
- 94 000 000 USD pour les produits de la saison HIVER 2020

Dettes et garanties de suretés réelles

Néant

Transactions avec des parties liées

Aucune transaction significative et non conclue aux conditions normales du marché, effectuée avec des parties liées au sens de l'article R 123-199-1 du code de commerce n'a été recensée.

Intégration fiscale

Notre société a depuis le 1er janvier 2011 opté pour le régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts et, qu'à cet effet notre société mère ERAM SAS reste seule redevable de l'impôt sur les sociétés.

La convention d'intégration fiscale place la société VETIR dans la situation qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En application de la convention d'intégration fiscale, la société VETIR a comptabilisé une redevance d'intégration fiscale de 5 197 474 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Autres informations

NEANT.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
				Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement	(I)	3 887 445		135 000
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	30 264 123		490 673
	Terrains		326 241		
Constructions	Sur sol propre		3 597 594		343 889
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		151 173 611		5 536 818
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		9 098 642		1 292 502
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		72 656 985		4 210 266
	Matériel de transport		86 300		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		71 836 291		3 020 038
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours		36 324		
	Avances et acomptes		349 389		2 195 659
	TOTAL (III)		309 161 376		16 599 172
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		5 007 514		
	Autres titres immobilisés		11 087		
	Prêts et autres immobilisations financières		4 889 883		3 256 516
	TOTAL (IV)		9 908 484		3 256 516
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		353 221 427		20 481 360

Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation Valeur d'origine
			Virement	Cession		
	Frais d'établissement et de développement	(I)		79 764	3 942 681	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)		992 853	29 761 943	
	Terrains				326 241	
Constructions	Sur sol propre				3 941 483	
	Sur sol d'autrui					
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions			5 067 386	151 643 043	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			1 845 623	8 545 522	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			1 903 159	74 964 093	
	Matériel de transport				86 300	
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 877 421	72 978 907	
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours		36 324			
	Avances et acomptes		349 389		2 195 659	
	TOTAL (III)		385 712	10 693 589	314 681 247	
	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				5 007 514	
	Autres titres immobilisés				11 087	
	Prêts et autres immobilisations financières			505 952	7 640 446	
	TOTAL (IV)			505 952	12 659 047	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		385 712	12 272 158	361 044 917	

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement (I)			3 844 459	75 562	79 764	3 840 256	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			3 935 238	80 177	24 186	3 991 229	
Terrains							
Constructions	Sur sol propre		3 564 405	15 301		3 579 705	
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements		133 730 354	5 221 838	5 042 867	133 909 326	
Installations techniques, matériels et outillages			7 029 753	850 609	1 845 623	6 034 739	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers		64 205 700	4 263 565	1 879 328	66 589 936	
	Matériel de transport		45 709	28 764		74 472	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier		62 470 505	4 397 794	1 870 001	64 998 298	
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)			271 046 425	14 777 870	10 637 819	275 186 476	
TOTAL GENERAL (I + II + III)			278 826 122	14 933 609	10 741 770	283 017 961	
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige	2 387 058	689 148	941 380	2 134 826
Provisions pour garantie				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	6 560 901	1 103 037	92 293	7 571 645
Provisions pour impôts	8 208			8 208
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	2 574 988	722 048	1 624 376	1 672 660
TOTAL (II)	11 531 155	2 514 233	2 658 049	11 387 339
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	694 000	16 000		710 000
Provisions sur autres immos financières	11 087			11 087
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	326 657	2 216	184 633	144 241
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	1 031 744	18 216	184 633	865 328
TOTAL GENERAL (I + II + III)	12 562 899	2 532 449	2 842 682	12 252 667
Dont dotations et reprises d'exploitation		417 020	1 061 926	
Dont dotations et reprises financières		16 000		
Dont dotations et reprises exceptionnelles		2 099 429	1 780 756	
dépréciations des titres mis en équivalence				

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations						
Prêts				2 485 883		2 485 883
Autres immobilisations financières				5 154 563		5 154 563
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				7 640 446		7 640 446
Clients douteux ou litigieux				142 482	142 482	
Autres créances clients				5 691 683	5 691 683	
Créances représentatives de titres prêtés						
Personnel et comptes rattachés				31 663	31 663	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux						
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée			2 152 906	2 152 906	
	Autres impôts			1 396 686	1 396 686	
	Etat - divers					
Groupes et associés				65 396 074	65 396 074	
Débiteurs divers				6 357 331	6 357 331	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				81 168 826	81 168 826	
Charges constatées d'avance				639 654	639 654	
TOTAL DES CREANCES				89 448 926	81 808 480	7 640 446
Prêts accordés en cours d'exercice				2 669 400		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				183 517		
Prêts et avances consentis aux associés						

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine					
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		54 290 862	8 344 950	43 779 379	2 166 533
Fournisseurs et comptes rattachés		72 467 796	72 467 796		
Personnel et comptes rattachés		8 632 465	8 632 465		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 991 939	3 991 939		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	7 172 791	7 172 791		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	5 155 929	5 155 929		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 374 985	3 374 985		
Groupes et associés		24 853	24 853		
Autres dettes		10 006 059	10 006 059		
Dette représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		165 117 681	119 171 769	43 779 379	2 166 533
Emprunts souscrits en cours d'exercice			Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice		4 982 088			

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2019	31/12/2018
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement	882 302	537 325
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	882 302	537 325
Total passif d'impôt futur	303 776	185 019
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	7 571 645	6 560 901
Participation des salariés	593 731,00	2 323 554
Autres charges non déductibles temporairement	3 774 213	3 859 421
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	1 482	
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	11 941 071	12 743 876
Total actif d'impôt futur	3 980 317	4 247 959
Situation nette	4 284 093	4 432 977

(1) Taux d'impôt :	34,43	34,43
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	33,33	33,33
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30	3,30
Contribution exceptionnelle sur l'impôt :		

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	124 765
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	26 987 810
Dettes fiscales et sociales	5 837 155
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	7 706 180
Total	40 655 911,14

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	31 650
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	
Etat et autres collectivités publiques	
Autres créances	2 883 420
Disponibilités	
Total	2 915 070

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	396 094		
LOYERS MAGASINS	66 865		
CHARGES SUR LOYERS	23 929		
AVANCE PERMANENTE S/CHRGES LOCATIV	41 669		
PUBLICITE	111 097		
TOTAL	639 654		

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
TOTAL			

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2019	Valeur nominale
Actions ordinaires	4 663 200			4 663 200	25
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	4 663 200			4 663 200	

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	648 091 576	679 081 494	-4,56%
Production vendue biens	2 930 721	3 782 495	-22,52%
Production vendue services	5 079 316	3 941 438	28,87%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	630 386 923	661 714 310	-4,73%
Chiffres d'affaires nets-Export	25 714 690	25 091 117	2,49%
Chiffres d'affaires nets	656 101 614	686 805 427	-4,47%

Impôt sur les bénéfices

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	19 579 398	5 238 184
Résultat exceptionnel	-2 748 988	-182 916
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		142 206
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	16 830 410	5 197 474,00

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Amendes	3 500	
Dons	24 847	
Litiges	15 000	195 821
Sinistres	24 151	32 487
Vols caissies	38 298	25 114
Baux indemnités	606 064	46 765
Solde clients / fournisseurs	104 345	11 881
Divers	283	4 921
Ajustement Agefiph		6 044
Charges sur exercices antérieurs social	419 178	
Personnel	580 505	58 389
Sur opérations en capital		
VNC sur immobilisations incorporelles	968 666	112 500
VNC sur immobilisations corporelles	55 770	75 581
Quote-part subvention investissement		181 356
Sur dotations et provisions		
Dotations exceptionnelles sur amortissements	340 568	
Pour charges fermeture magasins	722 048	1 624 376
Pour litige fournisseurs	294 348	156 380
Pour indemnités fin de carrière	1 083 033	
TOTAL	5 280 604	2 531 616

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	403	420			403	420
Agents de maîtrise assimilés cadres						
Agents de maîtrise, techniciens						
Employés	2224	2143			2 224	2 143
Ouvriers						
Autres						
TOTAL	2 627	2 563			2 627	2 563

L'effectif moyen du personnel est de : 2 627,00 .

Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés(1) (2)										
Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)				5 000 000	4 290 000					
VETIR BRUXELLES - BELGIQUE	5 000 000	-703 283	100 %	5 000 000	4 290 000			0	-8 899	
Participations (10 à 50% du capital) - à détailler										
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.										
Filiales françaises (ensemble)										
Filiales étrangères (ensemble) (3)										
Participations dans des sociétés françaises										
Participation dans des sociétés étrangères										
TOTAL				5 000 000	4 290 000					

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés

conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
ERAM - 49111 MONTREVAULT SUR EVRE (SIREN : 388 583 239)	SAS	73 600 000	99.48 %